

Le 29 mai 2005

Après une campagne longue et passionnante, une large majorité de Français (54,7%) disaient **NON par référendum** à la Constitution européenne

Le 19 octobre 2007

Le président de la République
signe un Traité européen censé
remplacer la Constitution, et
annonce qu'il le fera ratifier
par la France **sans**
référendum, via le Parlement

Or ces 2 Traités sont les mêmes !

- Le nouveau Traité européen, de 256 pages (!), dit « modificatif », est une **copie-conforme** de la Constitution Giscard !
- Les juristes, les hommes politiques de bonne foi, et même quelques journalistes honnêtes (cf le 20 heures de France 2 le 19/10/07) le reconnaissent : **ces 2 textes n'ont pas le même nom, mais ont le même contenu, à 99% ! Renseignez-vous, vous verrez !**

2 Traités identiques

- Seule différence : l'article sur les « symboles de l'Union » a disparu, mais il n'avait aucune portée. Et le « ministre des affaires étrangères » de la Constitution a changé de nom, juste de nom...
- Pour le reste,
=> **même atlantisme** (l'OTAN entre dans le Traité et encadre la politique des Etats),

2 Traités identiques

- => **même libéralisme débridé**
(toujours le culte de la « concurrence libre et non faussée », libre-échange absolu, rien contre les délocalisations, indépendance gravée dans le marbre de la Banque centrale européenne)

2 Traités identiques

- => et **même absence de démocratie**
(monopole d'initiative des textes européens à la Commission européenne, qui n'est pas élue et n'a aucune légitimité)
- **TOUS** les articles de la Constitution européenne que nous avons rejetée sont dans le nouveau Traité !

Nous ne pouvons pas accepter cela !

- Nous ne pouvons pas accepter que ce qui a été rejeté par le peuple revienne sous un autre nom via le Parlement
- Le Parlement ne représente pas correctement l'opinion des Français.
En 2005, quand 54,7% des électeurs disaient NON, les parlementaires disaient OUI à 93%...On voit que le fossé est très large !

Nous exigeons donc un référendum !

- **Nous avons notre mot à dire !** Nous devons pouvoir donner notre avis sur l'Europe, dire si les politiques qu'elle mène depuis 20 ans ont rempli leurs promesses
- Nous refusons qu'on nous vole la démocratie ! C'est un bien trop précieux.

Un référendum !

Il est **inacceptable** de faire voter par le parlement un texte rejeté par les Français.

Le président de la République a dit qu'il voulait aller le plus vite possible, pour éviter le débat ! C'est exactement ce qu'attendent la Commission de Bruxelles, l'ensemble du patronat européen et les groupes de pression qui avaient voté OUI en 2005

Nous exigeons un référendum !